

Arguments pour un « agenda de gauche » face à la guerre en Ukraine

lundi 26 février 2024, par [SAMARY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : 18 février 2024).

« Au début de l’invasion, des citoyens de tous les milieux sociaux ont fait la queue devant les centres de recrutement. Près de deux ans plus tard, ce n’est plus le cas. (...) Mais pour que les gens risquent leur vie, il faut qu’ils soient sûrs que c’est juste [...]. Il faut leur offrir la possibilité de participer à la définition de l’avenir du pays. » [1]

Membre de l’organisation ukrainienne Sotsialnyi Rukh [2], Oleksandr Kyselov rappelle ici d’abord une caractéristique essentielle ignorée par bien des courants de gauche : ce que fut la mobilisation populaire massive face à l’invasion russe de l’Ukraine du 24 février 2022. Confronté à la difficulté de maintenir ce niveau de mobilisation dans le contexte d’une guerre meurtrière qui dure et d’attaques sociales du régime Zelensky, Kyselov souligne ensuite un double enjeu, démocratique et social. C’est la substance de ce qu’il désigne comme un « agenda pour la gauche » dont il faut s’emparer, en étant à l’écoute de ce qu’expriment la gauche ukrainienne et les organisations de cette société directement affectée par cette guerre-là.

Telle a été et reste l’orientation du réseau européen de gauche créé dès le printemps 2022, le RESU/ENSU [3] : sa plateforme exprime le soutien à la résistance populaire ukrainienne contre l’invasion russe, en rejet de tous les colonialismes et sur des bases indépendantes de tous les gouvernements. Cette orientation se distinguait de divers autres agendas antiguerre de courants se réclamant de la gauche, notamment de ceux qui renvoyaient dos-à-dos l’Ukraine et la Russie où domine un capitalisme oligarchique, parce que leur internationalisme était aveugle aux rapports de domination néocoloniale et impériale de la Russie. Nous critiquions les postures ignorant la dimension essentielle de lutte de libération nationale de l’Ukraine contre l’occupation russe. Ce qui les conduisait aussi à occulter ou à dénigrer le rôle clé de la résistance armée et non armée de l’Ukraine, considérée comme simple « proxy » des intérêts des puissances occidentales. Ils pouvaient certes s’apitoyer sur le sort de la population ukrainienne vouée à n’être que chair à canon pour une cause étrangère (les visées de l’impérialisme occidental), une victime passive au nom de laquelle ils s’arrogeaient le droit de décréter qu’il fallait arrêter de se battre. Deux variantes se greffaient sur cette position : si l’existence d’un impérialisme russe était reconnue, la guerre était dénoncée comme « interimpérialiste », les États-Unis et l’OTAN rivalisant avec la Russie pour le contrôle de l’Ukraine. Mais d’autres courants estimaient fondés les arguments russes (même s’ils trouvaient l’invasion abusive) : ils faisaient alors de l’OTAN la cause d’une guerre lancée par la Russie pour s’en protéger, reprenant également la vision de la chute du président ukrainien Yanoukovitch, dit prorusse en 2014, comme « un coup d’État fasciste » et antirusse soutenu par l’OTAN [4].

Un manifeste féministe en mars 2022 défendait lui aussi une posture pacifiste face à la guerre en ignorant le point de vue des féministes ukrainiennes : j’ai refusé de le signer [5] pour cette raison, tout en partageant évidemment le soutien aux féministes russes pacifistes. En critique de ce Manifeste, l’atelier féministe de l’ENSU s’est mis en contact avec les femmes ukrainiennes et a soutenu leur Manifeste féministe « Le droit de résister » [6]. Ce fut la première action

internationale illustrant l'agenda de gauche défendu pour une Ukraine indépendante et démocratique, prolongé par de nombreuses initiatives de collectes et convois syndicaux se reliant directement avec des organisations de la société civile ukrainienne.

Rendre visibles les causes de la guerre et la résistance ukrainienne

Diverses caractéristiques de cette guerre expliquent – sans la justifier – la tendance dominante à gauche à occulter l'Ukraine et sa résistance populaire à une invasion impériale russe. On peut les ramener à la difficulté d'exister « à gauche » en Ukraine même, en devant se battre sur plusieurs fronts [7] : se dissocier du passé stalinien vanté par Poutine ; s'opposer à l'invasion et à la volonté de domination Grand-Russe tout en contestant les attaques sociales du régime néolibéral de Zelensky et ses positions idéologiques, d'autant plus apologétiques des « valeurs » de l'Occident que le pays avait un besoin vital de son aide financière et militaire face à la puissance russe ; le fait que la guerre consolidait l'OTAN et favorisait la militarisation des budgets.

Mais il faut ajouter à ces difficultés un facteur idéologique et politique essentiel dans le positionnement à gauche sur cette guerre-là : comment étaient traitées les « questions nationales » en général [8], et la question ukrainienne en particulier, au sein des marxistes et plus largement des orientations se réclamant des mouvements d'émancipation ? La défense de l'ukrainité était-elle « réactionnaire » ou « petite-bourgeoise » par essence ? À la veille de l'invasion de février 2022, Poutine s'est réclamé de Staline contre Lénine qui aurait « inventé » l'Ukraine – un narratif que conteste avec force Hanna Perekhoda [9]. L'Ukraine fut par contre sans doute pour l'évolution de la pensée de Lénine ce que l'Irlande avait été pour Marx [10] dans le rejet d'un pseudo universalisme prolétarien se disant marxiste, aveugle aux rapports de domination et d'oppression se combinant aux rapports de classe. La reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, donc de la réalité d'une lutte de libération nationale, a été essentielle, et reste profondément actuelle contre l'invasion impériale russe de l'Ukraine [11].

L'agenda de gauche défendu ici comporte donc une tâche essentielle : vérifier/démontrer la réalité de la résistance populaire ukrainienne à la guerre. Laurent Vogel, membre du collectif belge de l'ENSU, souligne « à quel point la résistance est globale : sur le front contre l'occupant, à l'arrière pour une société plus égale et démocratique. Dans un certain nombre de petites entreprises, des formes d'autogestion sont apparues [...]. Pour toutes les activités essentielles comme la santé, l'éducation, les transports, la créativité des collectifs de travail a dû improviser des solutions d'urgence qui ont démontré une plus grande efficacité que ce qui était proposé par le management » [12].

Les fragilités de la résistance populaire sont réelles après quelque deux ans de guerre, comme l'analyse Oksana Dutchak, membre du comité de rédaction de la revue ukrainienne *Commons* [13]. Elle évoque un sentiment d'« injustice par rapport au processus de mobilisation, où les questions de la richesse et/ou de la corruption conduisent à mobiliser majoritairement (mais pas exclusivement) des classes populaires, ce qui va à l'encontre de l'image idéale de la "guerre populaire" à laquelle participe toute la société. [...] Cela ne signifie pas que l'ensemble de la société a décidé de s'abstenir de lutter contre l'agression russe, bien au contraire : la plupart comprennent les sombres perspectives qu'imposeraient une occupation ou un conflit gelé, qui pourraient s'intensifier avec les efforts renouvelés [de la Russie]. Alors que la majorité s'oppose à de nombreuses actions du gouvernement et peut même le détester (une attitude traditionnelle dans la réalité politique de l'Ukraine depuis des décennies), l'opposition à l'invasion russe et la méfiance à l'égard de tout éventuel accord de « paix » avec le gouvernement russe (qui a violé et continue de violer tout, depuis les accords bilatéraux jusqu'au droit international et au droit international humanitaire) sont plus fortes et il est très peu probable que cette situation change à l'avenir [...] une vision socialement juste des politiques menées pendant la guerre et de la reconstruction d'après-guerre est

une condition préalable pour canaliser les luttes individuelles pour la survie vers un effort conscient de lutte communautaire et sociale – contre l’invasion, pour la justice socio-économique ».

La lutte sur plusieurs fronts, contre tous les campismes

C’est une telle lutte sur plusieurs fronts qui donne à notre agenda de gauche des pistes d’actions sociales et syndicales pour aider la résistance ukrainienne. Mais c’est aussi avec cette logique qu’il faut traiter de façon concrète la question de l’élargissement de l’UE à l’Ukraine et le soutien à la lutte armée ukrainienne, sources des principales divergences [14]. Cela devrait contribuer à surmonter divers « campismes » [15] ou choix d’un « ennemi principal » conduisant à soutenir l’« ennemi de mon ennemi » en taisant ses propres politiques réactionnaires.

Nous ne sommes pas confrontés seulement à un impérialisme occidental, historique, notamment incarné par les États-Unis et l’OTAN. En Europe de l’Est, l’agresseur ou la menace directe est l’impérialisme russe [16] de Poutine soutenu par toutes les extrêmes droites mondiales. L’impact de sa propagande à gauche ou sur les populations éloignées de la Russie est sa dénonciation des prétentions hégémonistes de l’impérialisme occidental, comme le font les autres autocrates réactionnaires à la tête des BRICS+. Ce qu’ils rejettent en fait de l’Occident n’est pas la politique dominante impérialiste mais le monopole occidental sur de tels rapports. Ce qu’ils dénoncent de l’Occident, ce n’est pas non plus tout ce qui occulte les écarts entre les libertés et les droits reconnus (pour les femmes, LGBT+, etc) et les réalités, mais ce sont ces droits eux-mêmes.

Mais il faut contester aussi un campisme « antirusse », apologétique de l’Occident. Ce n’est pas la logique de la plateforme du RESU/ENSU. Par contre, les fronts larges de solidarité avec l’Ukraine peuvent englober – et c’est important – une immigration ukrainienne « antirusse » soutenant les politiques néolibérales comme celles de Zelensky, et acritique sur l’UE et OTAN. Il est essentiel d’œuvrer au respect d’un pluralisme au sein de ces fronts, permettant l’autonomie d’expression du RESU/ENSU et des courants syndicaux. Mais il faut aussi pousser les débats au sein des courants de gauche sur la façon de faire avancer une alternative aux « solutions » pratiques offertes à la population ukrainienne pour se protéger des menaces grand-russes.

De l’UE à l’OTAN, quelle Europe égalitaire et solidaire ?

Les réponses concrètes solidaires et par en bas aux attaques subies par la société ukrainiennes sont souvent supplantées à gauche par de pseudo-orientations qui se réduisent à qualifier de capitalistes l’UE et l’OTAN et à taxer toute acceptation de l’adhésion de l’Ukraine à ces institutions comme « pro » (pro-UE ou pro-OTAN). Pourtant, les mêmes courants de gauche sont pour la plupart dans des pays membres de ces institutions, et on ne les entend pas mener à tout moment des campagnes pour les quitter. Ce qui ne signifie pas qu’ils ont renoncé à les analyser et à les combattre. Mais comment le faire ?

Indépendamment même de la guerre en Ukraine et de ses effets, la gauche anticapitaliste est de fait, depuis des décennies, confrontée à l’exigence d’une analyse critique de ces institutions sans qu’il soit possible ou efficace de mener campagne pour « en sortir » indépendamment de contextes de crises les affectant.

Du côté de l’UE, le Brexit est loin d’avoir incarné ou permis une orientation de gauche convaincante, pas plus que la capitulation de Tsipras face aux diktats de la commission européenne. Il faut construire une logique de propagande et de lutte dans/contre/hors de l’UE [17], avec ses dimensions tactiques « transitoires », à actualiser dans des contextes variables. L’UE se confronte à des contradictions, encore accrues face à la crise Covid, aux urgences environnementales et à la guerre en Ukraine : analysons-les et débattons-en concrètement. Au lieu de refuser l’adhésion de l’Ukraine,

comme l'exprime dramatiquement Jean-Luc Mélenchon, il faut mettre en avant au plan européen les mêmes batailles que celles que mène la gauche ukrainienne : pour la justice sociale et environnementale, pour la démocratie et les solidarités dans la gestion des « communs », et la mise en échec de tout rapport de domination néocoloniale.

Il faut que les aspirations populaires qui s'expriment en Ukraine, largement partagées par les populations européennes, servent à questionner la « gouvernance » de l'UE, qui est prête à s'élargir avec pour objectif d'avancer une alternative progressiste sur tout le continent. Faisons donc le bilan des politiques néolibérales de dumping fiscal et social qui ont accompagné les précédents élargissements et qui sont impulsées en Ukraine : sont-elles en mesure de permettre la défaite de l'invasion russe ainsi qu'un fonctionnement efficace et solidaire de l'UE ? Ou bien sont-elles source de désunion, de creusement des écarts, et d'échecs explosifs ?

La victoire contre l'invasion russe ne peut être simplement « militaire », mais elle ne peut se passer d'armes. Or celles-ci manquent cruellement pour protéger les populations civiles, les infrastructures du pays, la possibilité d'exporter sur la mer Noire. Mais la paix n'est possible que si elle est juste parce que décoloniale, respectant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et donc aussi les aspirations à l'égalité et à la dignité. C'est pourquoi le choix de construire une union élargie à l'Ukraine et aux autres pays candidats peut être associé à une remise en cause radicale des politiques basées sur la concurrence de marché et les privatisations. Des financements publics prioritaires doivent aller à l'extension des services publics (nationaux et européens dans les transports, l'éducation, la santé), notamment sur la base de « fonds pour l'élargissement ». Ils exigent une autre « gouvernance » de l'Union et une mise à plat des Traités pour rendre viable une Union élargie et plus hétérogène. Cela doit aussi affecter la « sortie » de guerre.

Du côté de l'OTAN, la gauche européenne a loupé le moment d'une campagne pour sa dissolution quand celle-ci était à l'ordre du jour, en 1991. Mais elle s'enferme aussi dans des scénarios mythiques. Ce n'est pas contre la Russie, mais pour contrôler l'unification allemande et la création de l'UE que les États-Unis ont maintenu l'OTAN. Celle-ci s'est retrouvée initialement sans « ennemi » car c'était Eltsine lui-même qui avait démantelé l'URSS et lancé les privatisations ; et d'ailleurs la Russie d'Eltsine, puis de Poutine à ses débuts, a fait partie des « partenaires » de l'OTAN, elle a partagé la définition de son nouvel ennemi, « l'islamisme », dans les sales guerres menées en Tchétchénie...

C'est la consolidation d'un État fort russe au plan interne comme externe, avec sa peur des « révolutions colorées » et du « dégauchisme » des autocrates, qui a tendu les rapports avec les pays voisins de la Russie et les puissances occidentales dans la deuxième moitié des années 2000. Ces tensions ne supprimaient pas les interdépendances entre UE et Russie au plan énergétique, financier, et des échanges, voire au plan « sécuritaire ». Parallèlement, après les crises au Bélarus et au Kazakstan en 2021-2022, Poutine espérait consolider l'Union eurasiatique avec la participation de l'Ukraine dans les échanges avec l'UE, d'une part ; et, d'autre part, il comptait offrir à l'Occident les services de l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective) après la déconfiture des États-Unis et de l'OTAN en Afghanistan. L'OTAN, dirigée par les É.-U., était donc « en mort cérébrale » et non pas menaçante à la veille de l'invasion russe. Les États-Unis et les puissances occidentales escomptaient, comme Poutine, une chute rapide de Zelensky.

Mais si l'Ukraine de 2014 était polarisée dans ses échanges et proximités entre UE et Russie, son invasion a radicalement creusé la haine antirusse, y compris dans les régions les plus russophones, bombardées et occupées : la guerre a redonné une « raison d'être » à l'OTAN et aux industries d'armement, et renforcé le poids des États-Unis dans l'UE.

Pourtant, rien de stable : en témoignent les intérêts divergents sur les enjeux énergétiques comme

vis-à-vis de la Chine, les pressions de l'état-major de l'OTAN pour pousser l'Ukraine à arrêter la guerre et à céder quelques territoires, ou encore les incertitudes des élections aux États-Unis... La notion de « nouvelle guerre froide » utilisée par Gilbert Achcar [18] demande débat : s'il est certain que la guerre en Ukraine a provoqué une nouvelle course aux armements et qu'elle a des effets mondialisés, elle n'est pas guerre mondiale. La montée en force des BRICS+ ne coïncide pas avec une cohésion sans conflits, y compris entre Russie et Chine : elle signe la fin d'une période historique de domination occidentale, mais sans supprimer les interdépendances économiques et financières héritées de l'après-1989. La dépendance envers les États-Unis et le poids de l'OTAN en Europe évolueront selon les futures élections américaines, et ils ne sont pas perçus de la même façon au sud de l'UE et dans les pays d'Europe centrale et orientale proches de la Russie.

Quel mouvement antiguerre ?

L'UE est devenue le premier contributeur d'aide financière, militaire et humanitaire à l'Ukraine devant les États-Unis. Les apports les plus importants (1 à 1,5% du PIB du pays) viennent des pays baltes, nordiques et d'Europe centrale les plus directement exposés à la menace russe. Peut-on le leur reprocher ? Certes, cette menace est hypocritement exploitée pour remettre en cause les critères écologiques et sociaux des politiques européennes et augmenter les budgets militaires. La façon d'évaluer les apports, l'écart entre promesses et livraisons, de même que la part des budgets défense allant réellement à l'Ukraine, sont tout sauf transparents : pour contrer les logiques de profit des industries d'armement, c'est à cela que doit s'attaquer un mouvement antiguerre solidaire du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui pourrait défendre l'aide à l'Ukraine en même temps qu'un contrôle général socialisé sur la production et l'usage des armements [19].

De l'Ukraine à la Palestine, « l'occupation est un crime » [20] : c'est ce nous pouvons avancer avec nos camarades ukrainieNEs. Un mouvement de gauche « Pour une paix décoloniale » doit s'attaquer à la marchandisation des armes pour en contrôler les usages en remettant en cause les logiques de profit aveugles aux destinataires, comme Israël ou les autocraties réactionnaires. De même, il faut concrètement s'engager dans une campagne pour la remise en cause du nucléaire et dénoncer tous les chantages au nucléaire faits par Poutine.

Le fait que l'Ukraine se soit tournée vers l'OTAN et l'UE pour défendre sa souveraineté ne supprime pas la réalité d'une résistance populaire armée et non armée qu'il faut soutenir : si la Russie se retire, il n'y a plus de guerre. Si l'Ukraine ne résiste pas, quelle que soit l'origine des armes qu'elle utilise, il n'y a plus d'Ukraine indépendante. Et ce sont d'autres pays limitrophes de la Russie qui sont menacés. La défaite de la Russie par les avancées d'une résistance populaire est une précondition pour mettre à l'ordre du jour d'autres rapports européens, une dissolution de tous les blocs militaires et la remise en cause de toute logique de partage des sphères d'influence.

Quelle alternative anticapitaliste, quelle vision d'une autre Europe et d'un autre monde (écosocialiste) la gauche peut-elle prétendre offrir si elle accepte l'invasion russe et n'aide pas la résistance populaire ?

Catherine Samary

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

NPA

<https://nouveauantipartisantcapitaliste.org/actualite/international/arguments-pour-un-agenda-de-gauche-face-la-guerre-en-ukraine>

Notes

[1] O. Kyselov, « Guerre en Ukraine : agenda pour la gauche », Commons/Spilne, 21/12/23.
<https://fourth.international/fr/taxonomy/term/484>

[2] « Sotsialnyi Rukh : Who we are ? », 12/03/2109.

[3] Le NPA est membre de ce réseau (ENSU « European Network in Solidarity with Ukraine »/ RESU « Réseau européen solidaire avec l'Ukraine ») auquel j'ai participé dès le début.
<https://ukraine-solidarity.eu/manifestomembers>

[4] Voir D. Saburova, « Questions sur l'Ukraine (1) : de l'annexion de la Crimée à la guerre dans le Donbass », L'Anticapitaliste n°140, nov. 2022 :
<https://lanticapitaliste.org/actualite/international/questions-sur-lukraine-1-de-lannexion-de-la-crim-ee-la-guerre-dans-le-Donbass> ; H. Perekhoda, « Pour réfléchir aux solutions il faut au moins ne pas se tromper sur les causes », revue Politique, 06/11/2023 :
<https://www.revuepolitique.be/hanna-perekhoda-sur-lukraine-pour-reflechir-aux-solutions-il-faut-a-u-moins-ne-pas-se-tromper-sur-les-causes/> ; voir aussi mes articles sur la crise ukrainienne de 2014 sur mon site « Désordre mondial » : <http://csamary.fr/desordre-mondial.html>

[5] C. Samary, « Quelle solidarité avec le peuple ukrainien ? À propos du Manifeste féministe contre la guerre », Contretemps, 30 mars 2022.
<https://www.contretemps.eu/solidarite-ukraine-manifeste-feministe-guerre/>

[6] Publié le 7 juillet 2022 par la revue Commons en Ukraine :
<https://commons.com.ua/en/right-resist-feminist-manifesto/> ;
<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/070722/le-droit-de-resister-manifeste-feministe>

[7] C. Samary, « Une gauche ukrainienne en construction sur plusieurs fronts », Contretemps, 18/10/2022.
<https://www.contretemps.eu/une-gauche-ukrainienne-en-construction-sur-plusieurs-fronts/>

[8] G. Haupt, M. Löwy, C. Weill, Les Marxistes et la question nationale, L'Harmattan, 1997 ; D. Finn, « Two centuries of the national question », Jacobin, 15/02/2023.

[9] H.Perekhoda, « Lénine a-t-il inventé l'Ukraine ? Poutine et les impasses du projet impérial russe », dans L'Invasion de l'Ukraine. Histoires, conflits et résistances populaires, La Dispute, 2022.

[10] K. B. Anderson, Marx aux antipodes. Nations, ethnicité et sociétés non occidentales, Syllepse, 2015.

- [11] Lénine, « La Révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », 1916 : <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/01/19160100.htm> ; C. Samary, « Le Prisme de l'autodétermination des peuples. L'enjeu ukrainien », dans L'Invasion de l'Ukraine, ouvrage cité.
- [12] L. Vogel, « Ukraine : le travail et la guerre », Magazine de l'Institut syndical européen n° 28, 2nd semestre 2023 ; <https://solidarity-ukraine-belgium.com/ukraine-le-travail-et-la-guerre/>
- [13] O. Dutchak, « Des tensions s'accumulent dans la société ukrainienne en raison des politiques néolibérales imposées par le gouvernement », propos recueillis par P. Le Tréhondat, Blog Entre les lignes entre les mots, 03/02/24 ; <https://entrelignesentrelismots.wordpress.com/2024/02/05/ukraine-des-tensions-saccumulent-dans-la-soci%C3%A9t%C3%A9-ukrainienne-en-raison-des-politiques-n%C3%A9olib%C3%A9rales-impos%C3%A9es-par-le-gouvernement>
- [14] Voir les débats entre G. Achcar et S. Kouvélakis sur Contretemps ; A. Coll, « La gauche anticapitaliste et l'Ukraine », Contretemps, 12/01/23 : <https://www.contretemps.eu/gauche-anticapitaliste-guerre-ukraine-russie-otan/> ; D. Mastracci, « La gauche doit-elle soutenir l'envoi d'armes à l'Ukraine ? Une confrontation entre Taras Bilous et Dimitri Lascaris », Passage, 03/04/23 : <https://europe-solidaire.org/spip.php?article66254>
- [15] G. Achcar, « Leur anti-impérialisme et le nôtre », Contretemps, 18/04/21 : <https://www.contretemps.eu/anti-imperialisme-revolutions-arabes-libye-syrie-campisme/> ; C. Samary, « Quel internationalisme dans le contexte de la crise ukrainienne ? Les yeux grands ouverts contre les 'campismes' borgnes », ESSF, janv. 2016 : <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article37993>
- [16] Z. M. Kowalewski, « La Conquête de l'Ukraine et l'histoire de l'impérialisme russe », Inprecor, juin 2023 ; <https://inprecor.fr/node/3576>
- [17] C. Samary, « Pas de "LEXIT" sans "Une autre Europe Possible" - à partir de luttes dans/hors/contre l'UE », CADTM, 23/08/16 ; <https://www.cadtm.org/Pas-de-LEXIT-sans-Une-autre-Europe>
- [18] G. Achcar, La Nouvelle Guerre froide, Ed. du Croquant, 2023.
- [19] P. Rousset et M. Johnson, « En solidarité avec la résistance ukrainienne, pour un mouvement international contre la guerre », Contretemps, 11/04/22 ; <https://www.contretemps.eu/ukraine-invasion-russe-mouvement-anti-guerre-rousset-johnson/>
- [20] Déclaration adoptée par Sotsialny Rukh le 31/01/24 ; <https://rev.org.ua/from-ukraine-to-palestine-occupation-is-a-crime/>